

CES/AC.68/59

4 mars 1996

FRANCAIS

Original : RUSSE

COMMISSION DE STATISTIQUE et  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR  
L'EUROPE

CONFERENCE DES STATISTICIENS  
EUROPEENS

OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES (EUROSTAT)

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE  
sur les comptes nationaux  
(Paris, 3-6 juin 1997)

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DU SCN A L'EVALUATION DES REVENUS NON DECLARES DES MENAGES**

Document présenté par la Commission d'Etat de statistique  
de la Fédération de Russie<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>Rédigé par M. A. Ponomarenko, Commission d'Etat de statistique de Russie.

## APPLICATION DU SCN A L'EVALUATION DES REVENUS NON DECLARES DES MENAGES

### Introduction

Dans son étude des divers problèmes que pose l'application du SCN de 1993, la Commission d'Etat de statistique de Russie consacre actuellement une grande attention à l'établissement de comptes sectoriels et aux méthodes permettant d'inclure dans les calculs l'économie parallèle. Ces deux problèmes sont liés puisque l'établissement d'un ensemble complet de comptes pour un secteur institutionnel quelconque permet de modéliser les flux financiers - démarche souvent utile lorsqu'il s'agit de rechercher les points les plus faibles de la base de l'information - et, si cela est nécessaire, d'appliquer la méthode du bilan au calcul des indicateurs manquants.

La Russie établit ses comptes sectoriels "pas à pas", tâche pour laquelle elle utilise les données disponibles tout en élargissant progressivement la base statistique de son information. La première opération a consisté à établir des comptes pour le secteur des ménages, ce qui a permis non seulement de calculer des indicateurs normalisés mais aussi de déterminer le montant des revenus non déclarés propres à ce secteur.

En règle générale, en définissant la notion d'économie parallèle, l'on ne tient compte le plus souvent que de la production parallèle. Il serait toutefois plus exact de considérer à la fois les revenus non déclarés et la consommation à partir de sources non recensées. Tout comme la production parallèle, les revenus non déclarés ne tombent pas du tout obligatoirement dans le domaine de l'illégalité. Il est possible qu'une partie de ces revenus soit tout à fait licite, bien que, pour la plupart, la non-déclaration soit naturellement liée à la volonté d'échapper à l'impôt.

Il ne faut pas confondre la notion de revenus "non déclarés" et celle de revenus "mixtes". Les revenus mixtes résultent de l'activité productive des entreprises non constituées en société (les entreprises individuelles) et des ménages et sont un important indicateur relatif à l'économie non structurée. Leur niveau dépend de la valeur ajoutée estimée produite par ce secteur et s'obtient, selon les recommandations générales du SCN de 1993, en déduisant de la valeur ajoutée calculée d'après la production la rémunération du travail des salariés et les impôts sur la production. Toutefois, comme le secteur informel a rarement recours à une main-d'oeuvre salariée et que les impôts sur la production sont parfois faibles, les revenus mixtes ont tendance à se rapprocher, numériquement, de la valeur ajoutée.

Les revenus non déclarés peuvent être soit des revenus mixtes soit des revenus salariaux. En Russie, pour échapper à l'impôt, de nombreuses entreprises ne règlent leurs salariés qu'avec de l'argent comptant sans que les montants correspondants soient comptabilisés. Dans le secteur financier, les banques peuvent ouvrir au nom de leurs employés des comptes spéciaux et y imputer des intérêts exagérément élevés, qui ne sont soumis à l'impôt qu'au dernier moment. L'on peut supposer qu'il existe aussi d'autres moyens de dissimuler les revenus. Nos calculs n'avaient pas pour but de déterminer les sources de revenus ou les moyens qui ont servi à les obtenir, mais plutôt

les revenus qui pour des raisons très variées ne peuvent être recensés directement d'après les sources d'information traditionnelles. C'est précisément ces revenus que nous appelons revenus non déclarés.

Conformément à l'optique générale du SCN-1993, le PIB n'est pas calculé d'après les revenus; les indicateurs concernant les revenus mixtes et l'excédent d'exploitation s'obtiennent donc avec la méthode du bilan. Pour cette raison, si l'indicateur des revenus non déclarés est d'un montant raisonnable (c'est-à-dire qu'il ne dépasse pas l'excédent d'exploitation), sa prise en compte n'influe pas sur la valeur du PIB, mais peut en modifier sensiblement la structure. En conséquence, la part des revenus des ménages augmentera, tandis que celle de l'excédent d'exploitation diminuera.

Malheureusement, la situation réelle de l'économie russe est telle qu'il est difficile de passer sous silence les problèmes que pose l'existence des revenus non déclarés. Du point de vue macro-économique, de nombreux chercheurs ont constaté la faible proportion de la rémunération du travail dans le PIB russe (quelque 40 % au début des années 90); qui plus est, cette proportion n'est pas stable et à différentes périodes peut même encore diminuer. Ce phénomène incite à avoir quelques doutes concernant l'exhaustivité des données officielles et confirme indirectement l'existence d'un volume considérable de travail rémunéré non déclaré.

#### **Modalités du calcul**

En règle générale, les revenus sont dissimulés avec beaucoup d'habileté. Pour cette raison, les tentatives faites pour recueillir des données complémentaires à ce sujet, en menant par exemple de nouvelles enquêtes, sont notoirement infructueuses. Le seul moyen d'aboutir dans ce cas, c'est d'utiliser des méthodes de calcul indirectes, en particulier la méthode du bilan.

Pour pouvoir appliquer la méthode du bilan et parvenir à une estimation des revenus non déclarés, il faut disposer de tout un ensemble de comptes fondamentaux, dont le compte financier, ne serait-ce que pour le secteur des ménages. Ce travail de compilation a été accompli pour l'année 1996.

La Commission d'Etat de statistique de Russie n'établit ni ne publie encore de compte financier. Dans la plupart des pays du monde, cette tâche incombe aux banques nationales, parce que ce sont elles qui détiennent en premier lieu les données concernant les actifs financiers. Dans un cas concret particulier, toutefois, la Commission d'Etat de statistique, dans le but d'établir un indicateur pour les revenus non déclarés du travail salarié, a calculé à titre d'essai des indicateurs de base relatifs au compte financier pour le secteur des "ménages".

Ces indicateurs pour le compte financier du secteur des "ménages" en Russie revêtent un caractère particulier. En plus des indicateurs traditionnels recommandés par les normes internationales du SCN, comme par exemple l'accroissement des liquidités, des dépôts bancaires, des valeurs mobilières, des devises étrangères, le compte financier en Russie comprend un indicateur appelé "accroissement de l'endettement au titre des salaires et des paiements sociaux". En Russie, l'endettement de l'Etat et des entreprises

auprès des ménages au titre de salaires et de pensions impayés atteint des proportions énormes. Au cours des quelques années à venir, cet endettement continuera à augmenter, devenant alors non plus un problème économique mais un problème social.

Du point de vue des comptes nationaux, l'endettement au titre des salaires est un actif financier pour les ménages et une obligation financière pour les autres secteurs (l'Etat ou les entreprises). Toutes les catégories de transfert et de rémunération du travail salarié dans le SCN sont le résultat d'opérations comptables, tandis que les dépenses effectives des ménages supposent naturellement des paiements réels. Pour cette raison, il apparaît inévitablement entre les ressources et leur utilisation un écart qui s'explique par la présence d'une inscription correspondante au compte financier.

Une autre particularité du calcul est la méthode utilisée pour établir l'indicateur d'augmentation des devises. Dans la situation actuelle de la Russie, une part importante des devises est achetée par les ménages, non dans un but d'épargne, mais pour compléter les actifs disponibles d'entreprises individuelles du secteur non structuré qui se consacrent au commerce extérieur, c'est-à-dire pour les besoins des "importations pendulaires". De ce fait, l'indicateur "augmentation des devises", calculé comme étant la différence entre les devises achetées et vendues, est modifié pour devenir un poste recouvrant la valeur nominale des "importations pendulaires" et les achats nets à l'étranger de biens et de services par des résidents russes. Ces données figurent dans la balance des paiements de la Russie.

D'autres données concernant les variations de la valeur des actifs financiers, entre autres l'augmentation des versements aux comptes de dépôt des ménages dans les banques commerciales et l'augmentation des liquidités, s'obtiennent auprès de la Banque centrale. Dans la comptabilité de celle-ci, l'augmentation des liquidités apparaît, naturellement, sans ventilation par secteurs. La part des ménages est établie par la Commission d'Etat de statistique sur la base d'estimations.

Il est donc possible de comparer entre eux tous les revenus dont disposent les ménages et l'utilisation qui en est faite. Ces calculs ont été effectués pour la première fois par la Commission d'Etat de statistique en 1996, pour des données relatives à 1993, 1994 et 1995. Des chiffres provisoires ont été établis pour 1996. Comme on pouvait s'y attendre, les ménages en Russie dépensent, compte tenu de l'augmentation de l'épargne, beaucoup plus qu'ils ne pourraient le faire avec le montant officiel recensé de leur rémunération du travail et autres revenus, y compris les revenus mixtes. L'écart entre les revenus et les dépenses recensés des ménages pour chaque année atteint 12 à 13 % du PIB. Il y a de nombreuses raisons de penser qu'une grande partie de cet écart est due à des rémunérations non déclarées du travail. Naturellement, ce chiffre ne peut être absolument exact, puisque chacun des indicateurs de base calculés d'après les bilans est établi avec un certain degré d'approximation. Il est donc impossible, en déterminant la valeur réelle de la rémunération non déclarée du travail, de recourir mécaniquement à la seule méthode du bilan. Le résultat doit avant tout être

vraisemblable et aisément comparable avec d'autres indicateurs, à la fois aux prix courants et à prix constants.

Pour déterminer la valeur définitive de l'indicateur des revenus non déclarés, l'on établit d'abord les comptes fondamentaux aux prix courants et à prix constants. La structure variable du PIB a aussi été prise en considération. En conséquence, les revenus et les dépenses des ménages ont pu être équilibrés avec un écart statistique de 3 à 3,5 % du PIB. La différence dans les taux de variation des revenus réels et des dépenses réelles s'est établie, pour différentes années, à 1,5 - 2 points de pourcentage.

### Résultats obtenus

La correction apportée au chiffre de la rémunération non déclarée du travail apparaît d'autant plus significative sur le plan macro-économique que sa prise en compte influe sur le volume nominal et sur l'évolution des revenus proprement dits, tout en modifiant sensiblement la structure du PIB par sources de revenus.

	( % )		
	1993	1994	1995
	<u>avant correction</u>		
Produit intérieur brut	100	100	100
<u>dont</u> :			
Rémunération du travail	40	40	33
<u>dont</u> :			
Rémunération non déclarée	0	0	0
Bénéfice brut d'exploitation de l'économie			
<u>dont</u> :			
Revenus mixtes	49	51	57
Impôts nets sur la production et les importations	11	9	10
	<u>après correction</u>		
Produit intérieur brut	100	100	100
<u>dont</u> :			
Rémunération du travail	45	49	43
<u>dont</u> :			
Rémunération non déclarée	5	9	10
Bénéfice brut d'exploitation de l'économie			
<u>dont</u> :			
Revenus mixtes	44	42	47
Impôts nets sur la production et les importations	11	9	10

Si l'on tient compte des salaires non déclarés, la part totale de la rémunération du travail dans le PIB pour 1995 est supérieure de 10 points au chiffre obtenu sans cette inclusion. Dans ce cas, la structure du PIB russe se rapproche sensiblement de celle du PIB de la majorité des autres pays et, par le fait même, devient plus proche de la réalité et plus vraisemblable du point de vue de l'analyse économique.

En 1993 le chiffre de la rémunération non déclarée du travail était relativement peu élevé : 5 % environ du PIB. Toutefois, le processus de formation des revenus non déclarés du travail s'est poursuivi activement et, en 1994, son niveau en valeur réelle a augmenté de près de 50 %, représentant quelque 9 % du PIB. La part de la rémunération non déclarée du travail a continué à croître (encore que plus lentement) et a dépassé 10 % du PIB en 1995. En 1996, ce même chiffre, selon une première estimation, était de l'ordre de 11 % du PIB.

La rémunération du travail officiellement enregistrée a évolué en sens inverse : son niveau réel a diminué de 9 % en 1994, puis de non moins de 28 % en 1995. Le volume des revenus secondaires (pensions, bourses d'études) a marqué un recul encore plus rapide. De ce fait, la proportion des salaires officiels (déduction faite de l'assurance sociale) et des revenus secondaires dans le PIB a, elle aussi, diminué.

Dans l'ensemble, les revenus primaires des ménages en 1994 (y compris les revenus non déclarés) ont diminué plus lentement que le PIB (2 % contre 13 %), mais en 1995 c'est l'évolution inverse qui s'est produite (14 % contre 4 %). Il est possible que ce phénomène soit lié, dans une certaine mesure, à l'inflation observée au cours de ces années, ainsi qu'aux méthodes appliquées en Russie pour la maîtriser. Par ailleurs, le taux de diminution des revenus secondaires n'a pratiquement pas varié : 12 % en 1994 et 11 % en 1995.

Les variations des revenus des ménages se sont accompagnées de variations de leurs dépenses. En 1994, la rémunération du travail salarié est restée pratiquement stable, malgré une baisse marquée de l'ensemble du PIB. Les achats réels de biens et de services par les ménages sont aussi restés à peu près au niveau de 1993. L'année suivante, en 1995, la rémunération réelle du travail, comme le chiffre global des revenus, a fortement diminué. L'on constate aussi un recul des dépenses réelles, mais avec une modification sensible de leur structure : la part relative de l'épargne a diminué de moitié, tombant de 12,7 % du PIB à 6,6 %. Une diminution particulièrement nette a été constatée pour l'accumulation des actifs financiers, celle-ci tombant de 12 % du PIB à 5,7 %. Pendant la même période, la proportion des dépenses consacrées aux achats de biens et de services est restée pratiquement la même. Les données empiriques obtenues montrent que, en cas de diminution des revenus, le premier facteur marquant un recul est celui de l'accumulation du capital destiné à préserver, dans la mesure du possible, le niveau de consommation. Ce comportement de la plus grande partie des ménages correspond parfaitement aux principes de la théorie économique, étant donné la situation sociale et économique actuelle de la Russie.

**Paramètres de l'économie parallèle en Russie**

La Commission d'Etat de statistique a recours à trois méthodes pour la détermination du PIB : d'après la production, d'après les sources de revenus et d'après la destination des dépenses. Dans chacun des cas, l'on tient compte dans le calcul du PIB de l'influence de l'économie parallèle, notamment du secteur non structuré. Les principales corrections en hausse apportées au PIB dans les secteurs parallèles et non structurés de l'économie sont les suivantes :

**Corrections du PIB se rapportant à l'économie parallèle et non structurée**

*Part relative de la correction dans le PIB (pourcentage)*      *Part relative de la correction dans l'indicateur correspondant (pourcentage)*      *Composition de l'indicateur*

**Calcul du PIB d'après la production**

<b>Total</b>	<b>22</b>		
Industrie	4	11	Correction de la production individuelle non déclarée
Construction	1	8	Correction pour activités non recensées, construction de datchas et de garages
Agriculture	4	46	Production individuelle de la population et entreprises agricoles
Commerce, dont le commerce extérieur	10	63	Ventes sur les marchés des biens de consommation et autres Correction pour activité des intermédiaires du commerce extérieur
Transports et communications	1	9	Correction pour activités non recensées
Autres secteurs	2	...	Services marchands à la population, opérations sur biens immeubles, secteur du logement, publicité, spectacles, etc.

*Part relative de la correction dans le PIB (pourcentage)*    *Part relative de la correction dans l'indicateur correspondant (pourcentage)*    *Composition de l'indicateur*

**Calcul du PIB d'après les revenus**

<b>Total</b>	<b>20</b>		
Revenus mixtes	9	100	Revenus des entreprises individuelles et des entreprises du secteur non structuré
Revenus non déclarés	11	100	Rémunérations non déclarées du travail et autres revenus dissimulés, encaissés par les ménages

**Calcul du PIB d'après l'utilisation des revenus**

<b>Total</b>	<b>20</b>		
Dépenses des ménages pour l'achat de biens de consommation	14	42	Correction pour achats sur les marchés des biens de consommation et autres
Dépenses des ménages pour l'achat de services au consommateur	3	3	Correction au titre des services matériels pour la formation, les soins de santé, la culture
Achat de biens et de services en nature	5	95	Valeur des services nécessaires pour vivre dans sa propre habitation, autoconsommation de produits agricoles
Formation brute de capital fixe	2	8	Correction pour couvrir l'ensemble du domaine des investissements et de la construction résidentielle individuelle
Importations	-4	17	Correction pour couvrir l'ensemble du domaine, y compris le commerce pendulaire

Les paramètres de l'économie parallèle, déterminés selon chacune des méthodes, sont proches les uns des autres mais ne coïncident pas pour autant. Il est évident qu'une coïncidence parfaite n'est pas possible parce que le fait d'encaisser des revenus non déclarés ne signifie pas, par exemple, que ces revenus vont être consacrés à des formes de consommation dépendant de sources non déclarées. Toutefois, le fait que les indicateurs calculés indépendamment avec ces trois méthodes sont voisins montre que le montant global de l'estimation obtenue est suffisamment proche de la réalité.

-----